COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.6.2025
COM(2025) 290 final

ANNEX 10

ANNEXE

de la

communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions

Rapport 2025 sur l'état d'avancement de la décennie numérique: continuer à construire la souveraineté et l'avenir numérique de l'UE

{SWD(2025) 290 final} - {SWD(2025) 291 final} - {SWD(2025) 292 final} -
{SWD(2025) 293 final} - {SWD(2025) 294 final} - {SWD(2025) 295 final}

European Commission

RAPPORTS SUCCINCTS PAR PAYS 2025

Finlande

Synthèse

La Finlande se positionne comme un acteur technologique de premier plan, avec des entreprises souples sur le plan numérique, des citoyens compétents et une industrie des semi-conducteurs forte. Si son infrastructure en gigabits doit encore être développée, les services publics numériques sont largement accessibles aux particuliers et aux entreprises.

S'agissant de la contribution à la décennie numérique, la Finlande affiche un niveau élevé d'ambition, avec 12 cibles nationales, dont 100 % sont alignées sur les cibles de l'UE pour 2030. Le pays suit correctement ses trajectoires et est en bonne voie pour 83 % d'entre elles (en tenant compte des trajectoires 2024 établies pour 6 ICP sur 8 analysés). La Finlande a donné suite à 72 % des 11 recommandations émises par la Commission en 2024, soit en mettant en œuvre des changements stratégiques importants (27 %), soit en apportant certaines modifications (45 %) au moyen de nouvelles mesures.

En 2024, la 5G couvrait la quasi-intégralité du pays. La Finlande a renforcé la souveraineté européenne grâce à des développements dans le secteur des semi-conducteurs et à un soutien intersectoriel dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies de rupture. Elle héberge notamment l'une des premières fabriques européennes d'IA. Les entreprises finlandaises s'appuient sur des outils numériques et près des trois quarts d'entre elles ont recours à des solutions fondées sur l'informatique en nuage. La numérisation bénéficie d'un soutien public fort, les citoyens possèdent de solides compétences numériques de base ainsi que des compétences relativement élevées en ce qui concerne le respect de la vie privée et l'évaluation des contenus. Les solutions fondées sur l'administration numérique sont largement utilisées. Toutefois, les besoins en spécialistes des TIC persistent. La Finlande prépare activement la mise en œuvre du règlement relatif à une identité numérique européenne et du règlement relatif à l'espace européen des données de santé.

ICP de la décennie numérique (1)	Finlande				UE		Cible de la décennie numérique à l'horizon 2030	
	DESI 2024 (année 2023)	DESI 2025 (année 2024)	Progression annuelle	Trajectoire nationale 2024 (3)	DESI 2025	Progression annuelle	FI	UE
Couverture par réseau fixe à très haute capacité (VHCN)	77,7 %	81,7 %	5,1 %	66,6 %	82,5 %	4,9 %	100,0 %	100 %
Couverture FTTP («fibre to the premises»)	61,1 %	68,3 %	11,6 %	66,6 %	69,2 %	8,4 %	100,0 %	-
Couverture 5G globale	98,3 %	99,5 %	1,2 %	99,6 %	94,3 %	5,9 %	100,0 %	100 %
Nœuds périphériques (estimation)	24	47	95,8 %	-	2257	90,5 %	-	10000
PME présentant au moins un niveau élémentaire d'intensité numérique (2)	-	92,5 %	1,7 %	-	72,9 %	2,8 %	95,0 %	90 %
Nuage	73,0 %	-	-	-	-	-	75,0 %	75 %
Intelligence artificielle	15,1 %	24,4 %	61,4 %	26,0 %	13,5 %	67,2 %	75,0 %	75 %
Analyse des données	40,6 %	-	-	-	-	-	75,0 %	75 %
IA ou informatique en nuage ou analyse des données	79,5 %	-	-	-	-	-	-	75 %
Licornes	7	7	0,0 %	-	286	4,4 %	-	500
Personnes ayant au moins des compétences numériques élémentaires	82,0 %	-	-	-	-	-	87,0 %	80 %
Spécialistes des TIC	7,6 %	7,8 %	2,6 %	7,9 %	5,0 %	4,2 %	10,0 %	~10 %
Notification d'un schéma d'identification électronique		Oui						

Services publics numériques pour les particuliers	90,6	96,3	6,3 %	92,0	82,3	3,6 %	100,0	100
Services publics numériques pour les entreprises	100,0	98,8	-1,3 %	-	86,2	0,9 %	100,0	100
Accès aux dossiers de santé en ligne	82,6	84,7	2,5 %	-	82,7	4,5 %	100,0	100

(1) Voir la note méthodologique pour la description des indicateurs et des autres paramètres.
(2) Le DESI 2025 se base sur la version 4 de l'indice d'intensité numérique (DII), laquelle est comparable à la valeur du DII figurant dans le DESI 2023 (correspondant à l'année 2022) aux fins du calcul de la progression annuelle. Elle n'est pas comparable à la trajectoire nationale qui, elle, est fondée sur la version 3 de l'indice.
(3) Valeur de la trajectoire nationale si elle figure dans la feuille de route nationale et si l'indicateur a été mesuré dans le DESI 2025 (année 2024)

Selon le rapport Eurobaromètre spécial de 2025 sur la décennie numérique, 77 % des citoyens finlandais estiment que la numérisation des services publics et privés du quotidien leur facilite la vie. En ce qui concerne l'action des pouvoirs publics, 92 % estiment qu'il est important de contrer et d'atténuer le problème des fausses informations et de la désinformation en ligne, et en ce qui concerne la compétitivité, 88 % estiment qu'il est important de veiller à ce que les entreprises européennes puissent se développer et devenir des «champions européens» capables d'affronter la concurrence mondiale.

Une UE compétitive, souveraine et résiliente, fondée sur la primauté technologique

La Finlande possède d'excellentes infrastructures 5G et progresse de manière satisfaisante dans l'amélioration de la connectivité fixe, bien qu'elle reste en deçà de la moyenne de l'UE. Le pays déploie des efforts considérables pour faire progresser les technologies numériques, notamment en participant activement à l'initiative «Semi-conducteurs pour l'Europe», en soutenant la recherche, le développement et l'innovation (RDI) dans l'écosystème quantique, et en associant les scientifiques et les entreprises aux efforts que la Finlande déploie dans le domaine de l'IA. Bien que la Finlande ait bien progressé dans l'adoption des technologies numériques et dans l'exploitation de l'économie fondée sur les données, la réalisation de ses cibles ambitieuses en matière d'IA et d'analyse des données dépendra de la poursuite constante des efforts. Le pays dispose d'un écosystème favorable aux start-up, dont le développement reste toutefois problématique, et, d'une manière générale, les entreprises finlandaises peinent à atteindre des niveaux de productivité et d'innovation élevés. Néanmoins, elles font preuve d'une bonne connaissance des mesures de cybersécurité. Dans ce domaine, la Finlande a adopté, en octobre 2024, une stratégie globale en matière de cybersécurité pour la période 2024-2035.

Protéger les citoyens et la société de l'UE et leur donner les moyens d'agir

Les performances de la Finlande en matière de compétences numériques indiquent une croissance inclusive au sein de différents groupes démographiques, même si des écarts subsistent parmi les populations rurales et chez les personnes âgées. La majeure partie de la population possède également les compétences nécessaires pour évaluer de manière critique le contenu numérique. Bien que le nombre de spécialistes des TIC, parmi lesquels des femmes, soit en augmentation, la demande reste forte dans ce domaine. En conséquence, un certain nombre d'actions sont actuellement menées pour soutenir l'enseignement supérieur dans le domaine des TIC. Les services publics numériques finlandais obtiennent des résultats proches de 100; toutefois, l'accès aux dossiers de santé en ligne progresse plus lentement que dans le reste de l'UE. Au deuxième trimestre de 2024, la Finlande a notifié avec succès le schéma d'identification électronique appelé «certificat du citoyen». En participant activement à des projets pilotes européens à grande échelle ainsi qu'à d'autres projets

transnationaux, le pays se prépare à la mise en œuvre du règlement relatif à une identité numérique européenne et du règlement relatif à l'espace européen des données de santé.

Tirer parti de la transformation numérique pour un verdissement intelligent

La Finlande joue un rôle de premier plan dans le suivi et la réduction de l'impact environnemental du secteur des TIC du pays. Elle établit également des liens entre l'énergie propre et les avantages pour les entreprises, et aligne les progrès technologiques sur des objectifs de durabilité. Le supercalculateur LUMI exploité dans le cadre d'EuroHPC, qui héberge le jumeau numérique d'adaptation au changement climatique, en est un exemple remarquable. Le pays joue un rôle clé dans les initiatives écologiques menées dans le cadre de l'accélérateur de bonnes pratiques de la décennie numérique.

Feuille de route stratégique nationale pour la décennie numérique

Le 29 novembre 2024, la Finlande a présenté un addendum à la feuille de route nationale pour la décennie numérique. Cet addendum, à l'instar de la feuille de route initiale, est fondé sur la boussole numérique de la Finlande. Le contenu de la feuille de route et sa mise à jour ont été élaborés en coopération avec les parties prenantes. La nouvelle feuille de route répond à un nombre important de recommandations formulées en 2024 sur la feuille de route, et comprend des cibles et des trajectoires à la fois nouvelles et révisées. Toutes les cibles sont conformes aux objectifs de l'UE pour 2030, et deux sont encore plus élevées, à savoir 87 % pour les compétences numériques de base et 95 % pour le niveau élémentaire d'intensité numérique des PME. La feuille de route révisée continue de donner la priorité aux semi-conducteurs et à l'informatique quantique, aux activités de RDI, ainsi qu'à l'autonomisation numérique des entreprises. Elle contient 14 mesures dotées d'un budget de 559 millions d'EUR, dont 556 millions d'EUR provenant du budget public (soit 0,2 % du PIB). Elle couvre bon nombre d'objectifs de la décennie numérique, tels que la création d'un espace numérique centré sur l'humain et le renforcement de la primauté technologique, de la souveraineté et de la compétitivité, ou encore le soutien à la transition écologique.

Financement et projets en faveur du numérique

La Finlande consacre 29 % du budget total de son plan pour la reprise et la résilience au numérique (526 millions d'EUR)[1]. En outre, dans le cadre de la politique de cohésion, 385 millions d'EUR, soit 20 % du financement total du pays au titre de la politique de cohésion, sont consacrés à la poursuite de la transformation numérique de la Finlande[2].

La Finlande est membre de l'EDIC dénommé «Alliance pour les technologies du langage». Elle participe directement au PIIEC sur la microélectronique et les technologies de la communication (PIIEC-ME/TC). Le pays est également l'un des États membres de l'entreprise commune EuroHPC et de l'entreprise commune «Semi-conducteurs».

[1] La part des dotations financières qui contribuent aux objectifs numériques a été calculée en utilisant l'annexe VII du règlement établissant la facilité pour la reprise et la résilience. Dernière mise à jour des données: 16 mai 2025.

[2] Ce montant comprend tous les investissements spécifiquement destinés à la transformation numérique ou apportant une contribution substantielle à celle-ci au cours de la période de programmation 2021-2027 de la politique de cohésion. Les fonds proviennent du Fonds européen de développement régional, du Fonds de cohésion, du Fonds social européen plus et du Fonds pour une transition juste.

Finlande

La Finlande codirige le pôle «Informatique verte» de l'accélérateur de bonnes pratiques[3], qui encourage l'échange d'informations sur les politiques publiques consacrées à la transition environnementale des technologies numériques. Le pays a déjà contribué à l'accélérateur en instaurant deux bonnes pratiques dans ce domaine. En outre, la Finlande a partagé ses bonnes pratiques concernant le développement des compétences numériques et l'adoption des technologies numériques par les entreprises.

Droits et principes numériques

Selon une étude d'appui, la Finlande a été relativement active dans la mise en œuvre de la **déclaration européenne sur les droits et principes numériques**, avec 72 initiatives au total et 5 nouvelles initiatives lancées en 2024. La Finlande est surtout active lorsqu'il s'agit de placer les citoyens au centre de la transformation numérique. L'activité est plus mesurée en ce qui concerne les interactions avec les algorithmes et les systèmes d'intelligence artificielle. Ce sont les mesures adoptées dans le domaine de la solidarité et de l'inclusion qui semblent avoir le plus grand impact sur le terrain, contrairement à celles qui concernent la durabilité.

Recommandations

- **Gigabit:** intensifier les efforts visant à développer la connectivité gigabit fixe, notamment en encourageant l'adoption de la mesure de soutien au haut débit existante et en définissant les stratégies les plus appropriées pour parvenir à une couverture complète.
- **Spécialistes des TIC:** intensifier les efforts destinés à attirer des spécialistes des TIC, y compris en provenance de l'étranger, en proposant des parcours de formation adaptés et en remédiant à l'écart entre les hommes et les femmes dans ce domaine.
- **Technologies avancées:** continuer à promouvoir la coopération entre le monde universitaire, les entreprises et les autres parties prenantes, dans le but de faire progresser l'innovation avec le soutien des technologies numériques.
- **IA:** continuer à stimuler l'écosystème de l'IA afin de renforcer le rôle moteur de la Finlande dans ce domaine.
- **Cybersécurité**: poursuivre les efforts en matière de cybersécurité afin de faire face à l'évolution des menaces, en particulier pour les entreprises et l'administration publique.
- **Licornes**: continuer à améliorer l'environnement des entreprises et l'accès au financement pour permettre aux start-up du numérique de se développer et d'être compétitives à l'échelle mondiale.
- **Semi-conducteurs et innovation numérique**: continuer d'investir dans le développement et la fabrication de technologies critiques dans les domaines du numérique et des «deep tech».

[3] L'accélérateur de bonnes pratiques (*Best Practice Accelerator* ou *BPA*) est une plateforme qui permet aux États membres de partager les mesures fructueuses et les difficultés rencontrées dans leurs efforts pour atteindre leurs cibles et objectifs de la décennie numérique. Les bonnes pratiques sont mises à la disposition des États membres par l'intermédiaire du répertoire BPA et présentées dans le cadre d'ateliers organisés régulièrement, actuellement axés sur trois thématiques: Compétences numériques, informatique verte et adoption des technologies numériques.